



cette institution garante de la finance mondiale vient de publier un rapport dans lequel elle tire la sonnette d'alarme sur les nombreux dysfonctionnements qui apparaissent dans la gestion et la répartition équitables des ressources de l'Etat.

« L'atteinte des objectifs à long terme de la vision 2035, nécessite une réévaluation de l'efficacité globale des dépenses publiques par les autorités camerounaises ». C'est la quintessence du message d'Elisabeth HUYBENS, adressé récemment aux deux principaux responsables de l'économie et de la finance du Cameroun à savoir: Alamine OUSMANE MEY du ministère en charge de l'Economie et Louis Paul MOTAZE des Finances, tous présents à la cérémonie de dissémination du rapport de revue des dépenses publiques de 2006-2015.

À l'origine des propos tenus par la représentante résidente de la Banque mondiale au Cameroun, plusieurs éléments d'analyse dégagés à la suite d'un travail de groupe, organisé conjointement entre l'institution Onusienne et certaines administrations camerounaises. Des

travaux qui ont débouché sur ce rapport, premier du genre depuis une dizaine d'années et concentré sur trois principaux paliers de dépenses publiques à savoir : l'efficacité allocative, l'efficience et l'équité.

Répartition inefficace du budget de l'Etat.

Le budget du Cameroun connaît depuis plusieurs années une augmentation significative. Une évolution de sa masse sans que le volume des actions ne soit visible sur le quotidien et pour cause, celui-ci de par sa nature économique montre que la moitié des dépenses en biens et services est constituée des frais des représentations, de missions, de réceptions et des services extérieurs. Un budget consacré à plus de 70% au fonctionnement et à la mangeoire de quelques privilégiés du service public qui accentuent la pratique « de recherche de rente », par le biais d'un système d'indemnités journalières par session ou de conseil d'administration perpétuels avec à la clé des rémunérations mirobolantes, parfois bien au-dessus des salaires mensuels sans que cela ne soit pris en compte dans le régime financier de l'Etat. L'inefficience des projets d'investissement La planification et la gestion des projets d'investissement constituent aujourd'hui comme par le passé une réelle préoccupation pour de nombreux observateurs tant nationaux qu'internationaux, qui comme le groupe de la Banque mondiale, décrivent le rallongement de délais de livraison des projets structurants du DSCE, entraînant un impact sur l'économie nationale. Des retards auxquels peuvent se greffer des processus de maturation des lenteurs de procédures de passation des marchés publics (167 à 366 jours selon les administrations) qui ont tout aussi des effets induits sur l'économie déjà assez névralgique du Cameroun. L'iniquité sociale se densifie

Les dépenses en éducation, en santé sont inégalement réparties dans l'ensemble du territoire. Le rapport fait état d'un écart important entre les régions dont les appuis sont quelque peu déjà importants à l'instar de la partie Sud et Ouest du Cameroun où on peut enregistrer plus de 85% de taux d'achèvement de l'école primaire contre moins de 65% dans les zones d'éducation prioritaire, tels l'Est et les régions septentrionales du Cameroun.